



La CGT Vendée a financé une campagne d'affichage ciblant la politique sanitaire actuelle. Ici à l'arrêt de bus du Centre hospitalier départemental de la Vendée. | PHOTO : OUEST-FRANCE

La campagne choc de la CGT sur la santé s'affiche sur des abris de bus

Santé. Une campagne d'affichage réalisée par la CGT Vendée pointe du doigt la politique hospitalière et sanitaire. Des visuels et mots très forts visibles une semaine, du 18 au 24 février.

● Benjamin Chauviré et Marylise Kerjouan.

La grande faucheuse penchée sur un hôpital à l'état de ruines. Des cercueils et des lits vides. Et deux phrases, lapidaires : « On ferme des lits, on ouvre des cercueils. C'est la santé publique qu'on enterre ». L'affiche réalisée (avec l'intelligence artificielle) par la CGT Vendée choque et interpelle. « L'objectif c'est de sensibiliser et interroger chacun, explique Arnaud Guillard, secrétaire général de la CGT Vendée. En décembre, nous avions déjà réalisé un premier affichage et tractage sur la santé, qui marquait plutôt les soignants car il décrivait leur réalité. Cette affiche-là marque plutôt les citoyens. »

Un collectif d'adhérents a débattu autour de ce visuel pour le composer, avec plusieurs épreuves avant un choix définitif, précise le syndicat.

L'affiche a été visible sur une centaine d'abris de bus pendant une semaine, du 18 au 24 février, à La Roche-sur-Yon, Fontenay-le-Comte et Aizenay, indique la CGT. « Nous avons aussi prévu d'afficher aux Sables-d'Olonne mais la Ville a refusé parce que notre message serait politique, rapporte Arnaud Guillard. Sans doute parce qu'il y a notre logo en grand dessus. »

La CGT souhaite organiser un débat

De son côté, la Ville des Sables-d'Olonne confirme avoir enlevé la précédente affiche de décembre, montrant une soignante avec un ruban adhésif sur la bouche, comportant le message « le système vendéen de santé crève en silence, faisons du bruit ».

« Nous avons un contrat de gestion des espaces publicitaires qui est signé avec l'entreprise Védiaud

Publicité, il y a une face pour la ville et une face commercialisée, informe la Ville des Sables. Pour les faces qu'ils commercialisent, il est précisé dans le contrat que les campagnes publicitaires à caractère politique, confessionnel ou contraire aux bonnes mœurs ne seront pas acceptées. Dans le cas précis, c'était un message politique et il n'y a aucun jugement de la collectivité sur le fond du message mais évidemment, ça ne répondait pas à l'utilisation de nos planimètres. On a reçu un ou deux mails de personnes qui s'interrogeaient sur la campagne et, quand on a vu les affiches, on les a signalées à l'afficheur et il les a enlevées, début décembre. »

En mars et en avril prochains, la CGT annonce vouloir réaliser d'autres campagnes du même type, avec des tracts pour inviter les citoyens à venir débattre lors d'un échange en avril, à La Roche-sur-

Yon. « Nous souhaitons que la population s'interroge sur ce qu'il se passe, et discuter avec les acteurs concernés de notre département, expose Arnaud Guillard. On verra en fonction des municipales si des maires ont le courage de venir rencontrer les citoyens. Le but est de trouver des solutions pour notre département, pour mieux prendre en charge nos aînés, mieux répondre au manque de personnels de santé, en Vendée comme ailleurs. »

De son côté l'Agence régionale de santé (ARS) met en avant le contexte préélectoral pour justifier son choix de ne pas s'exprimer sur ce sujet. Elle précise toutefois qu'elle « n'a pas vocation à commenter une campagne de communication menée par une organisation syndicale, quelle qu'en soit la tonalité ou le périmètre de déploiement ».